

SAID SADI A PROPOS D'UNE EVENTUELLE PARTICIPATION DU RCD AU GOUVERNEMENT

“Pas dans les formes actuelles, mais ça se discute”

Le président du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), Saïd Sadi, a réitéré, hier, à l'occasion de sa prestation au Forum de la Radio Chaîne 1, que son parti n'est pas prisonnier d'une attitude principielle s'agissant d'intégrer ou pas le gouvernement. Il a expliqué que «le gouvernement est d'abord une alliance, un consensus, fruit d'une concertation publique et transparente», ajoutant que «pour nous, la question est de savoir avec qui, comment et à quel moment il faudra le faire».

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Ce qui reste, en revanche, quasiment tranché chez Saïd Sadi, c'est que son parti ne postule pas à élargir l'Alliance présidentielle, configurée il y a plus de trois ans maintenant. La raison est, considère-t-il, qu'elle ne repose pas sur un consensus programmatique.

«A chaque fois que les responsables des partis de l'Alliance se rencontrent, c'est la catastrophe», a-t-il souligné. Saïd Sadi, qui fait donc preuve d'un pragmatisme

par rapport à la question du gouvernement, avoue, par ailleurs, que sa formation politique reste disponible pour la concertation avec l'ensemble des segments de la classe politique, à la seule condition que ces derniers jouissent de la légalité. Autrement dit, les rapports que le RCD ambitionne d'entretenir avec le reste des partis politiques ne souffriraient désormais point de clivages idéologiques.

Et c'est fort de cette évolution que le parti préconise déjà une consultation élargie afin de dres-



ser un audit national. Le RCD, nous apprend Saïd Sadi, consentira un effort parlementaire pour la cristallisation de cette perspective.

Il en fera même l'une des priorités, à l'instar d'une proposition, après concertation des partenaires parmi les partis politiques, relativement au retour au week-end universel, avec l'aménagement d'une tranche horaire pour la prière du vendredi.

Au plan de la préoccupation plutôt partisane, Saïd Sadi estime qu'il est impératif de doter l'institution parlementaire d'un

nouveau siège. «Aujourd'hui, dans l'hémicycle Zirout-Youcef, le député ne dispose même pas d'un bureau où travailler ou recevoir. Il ne peut pas y avoir une vie ni une activité parlementaire à proprement dit dans de telles conditions», a-t-il dit, enchaînant par revendiquer des assistants parlementaires pour les députés.

Le président du RCD demeure, sur un autre plan, toujours convaincu que ce n'est pas en imposant le silence autour du terrorisme, comme la charte pour la paix et la réconciliation nationale a

poursuivi de le faire, que le problème sécuritaire va se régler. «Il ne faut pas être démagogique au point de dire que le problème sécuritaire est réglé.

Hier encore, 9 militaires ont été assassinés à Aïn Defla», a-t-il fait remarquer. Interrogé sur les craintes de fraude que d'aucuns expriment, le patron du RCD a estimé que la fraude aura lieu et qu'il s'agira, les élections arrivées, de voir comment atténuer de son ampleur.

«Quand on assiste à certains comportements de l'administration, il y a de quoi nourrir la crainte.

Il y a des listes partisans de candidatures qui ont été déposées au niveau des wilayas après l'expiration du délai légal imparti au dépôt. Nous allons saisir le ministère de l'Intérieur.»

Invité à donner son appréciation quant au pululement des listes indépendantes pour les prochaines élections législatives, Saïd Sadi, contrairement à Ahmed Ouyahia ou encore Louisa Hanoune, a estimé que la loi permettait à tout citoyen de se porter candidat. C'est tout ce qu'il y a de légal.

Il aura la même réponse quant à l'entrée en lice en Kabylie des listes «labellisées» arouch. Saïd Sadi dit, par ailleurs, respecter la décision du FFS de boycotter les élections législatives.

«Il faudra que même ceux qui ont choisi de boycotter puissent s'exprimer dans les médias lourds, pour expliquer et défendre leurs choix et attitudes.»

Enfin, sur les places et scores électoraux que se sont déjà attribués Ouyahia et Soltani, le président du RCD dira que «c'est de la propagande, car, en l'absence de vrais sondages, il faut vraiment être devin pour ainsi prédire des scores».

S. A. I.

COUR DE BLIDA Procès en appel aujourd'hui de l'affaire des faux bons de caisse de Khalifa

Ajourné à trois reprises, le procès en appel dit des faux bons de caisse d'El Khalifa Bank dont sont accusés Lamali Abdelaziz, l'importateur du whisky frelaté, et Mir Omar, l'ex-directeur de l'agence d'El Khalifa Bank à Chéraga, aura lieu aujourd'hui à la cour de Blida.

Lamali Abdelaziz, qui a été condamné en première instance à 4 ans de prison ferme pour faux en écritures, est toujours en fuite.

Originaire de Tiaret, celui-ci, au même titre que Mir Omar, a été poursuivi en justice par son associé, Medar Karim, qui lui réclame la somme de 340 millions de dinars.

Pour rappel, cette affaire, relative à une plainte déposée le 15 septembre 2002, concerne une escroquerie où Lamali Abdelaziz aurait utilisé la signature de son associé Medar pour faire aboutir à son profit des traites de 42 milliards de centimes.

Quant à Mir Omar, qui vient d'être condamné à 10 ans de prison dans l'affaire El Khalifa Bank et qui fut relaxé par le tribunal de Chéraga le 19 novembre 2006, comparaitra en tant qu'accusé.

Il importe de souligner que le principal témoin dans cette affaire est Achour Abderrahmane, l'extradé du Maroc, qui notons-le, a été condamné, dimanche dernier par le tribunal de Koléa, à deux ans de prison ferme pour une affaire de falsification de certificat de qualification professionnelle à des fins d'obtention de marchés de travaux publics et de bâtiment.

Un autre témoin, l'ex-directeur général adjoint chargé de la comptabilité et du budget à El Khalifa Bank, Nekkache Hamou, comparaitra lui aussi pour éclairer le tribunal sur les procédures bancaires.

M. B.

APRES LE MAINTIEN DE LA LISTE DU FLN, OBJET DE POLEMIQUE

La base militante ne décolère pas à Béjaïa

Les militants du FLN ne décolèrent toujours pas à Béjaïa. Fermement contestée par l'ensemble des bureaux des kasmats et les membres de la mouhafadha, la liste des postulants au nom du plus vieux parti algérien "imposée" par la direction politique du parti de Belkhadem dans la bataille électorale à Béjaïa ne cesse de susciter indignation et grogne au sein de la base FLNiste à travers tout le territoire de la wilaya.

C'est ainsi que les militants du FLN d'Akbou ont, à travers une déclaration

rendue publique, tenu à réagir violemment contre le maintien de la liste "confectionnée en dehors des structures du parti".

Tout en se "démarrant" du choix de la composition de la liste des candidats pour ces joutes, les militants du FLN d'Akbou, réunis en assemblée générale le week-end dernier, ont à l'unanimité approuvé les résolutions "de rejet dans le fond et dans la forme de ladite liste et en faveur du boycott du scrutin" arrêtées lors de la réunion observée au lendemain de l'affichage des postu-

lants par les membres de mouhafadha à Béjaïa.

"Le recours à des personnes étrangères pour ces élections au détriment des compétences du parti pourtant reconnues et respectées par tous" a été également dénoncé par les FLNistes d'Akbou qui n'ont pas manqué par ailleurs d'exprimer aussi leur indignation suite au "mauvais" classement de leur candidat, un certain Issekouen, responsable des paysans algériens de Béjaïa à la septième position sur la liste des postulants au scrutin législatif. Les frondeurs du FLN

estiment que la région d'Akbou, qui est considérée comme "le deuxième centre urbain important à travers la wilaya en nombre d'électeurs et qui est promise au rang de wilaya mérite bien d'avoir un représentant au Parlement", écrivent encore les contestataires dans leur déclaration tout en endossant "l'entière responsabilité" à la direction nationale du FLN, ce qu'ils qualifient "d'échec programmé" pour ces législatives.

K. Kersani